

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 8 septembre au 12 septembre 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ Régional : *Africa Climate Summit* à Addis-Abeba
- ❖ Éthiopie : Inauguration du Grand Barrage de la Renaissance
- ❖ Rwanda : La Coopérative U et le groupe Duval ouvriront 10 magasins en 5 ans

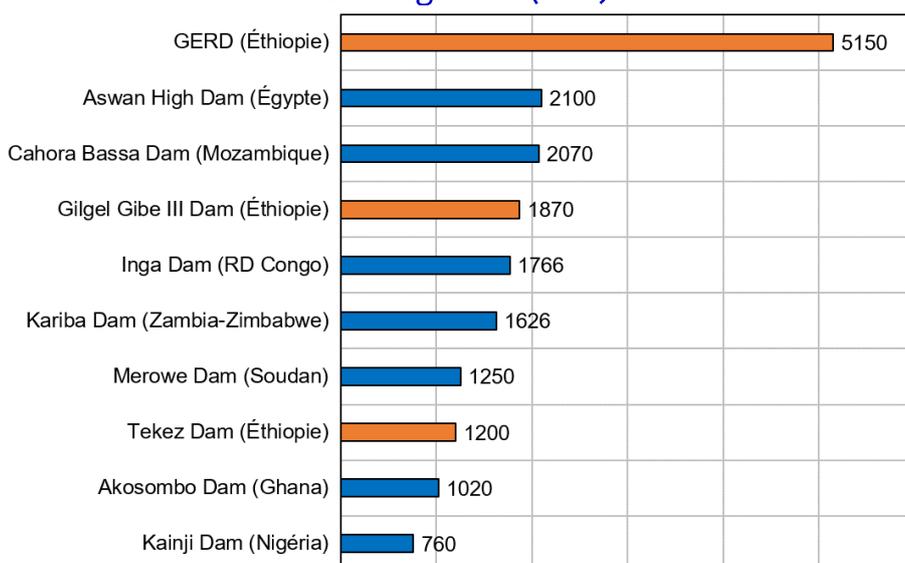
LE CHIFFRE A RETENIR

80 M EUR

**ÉTHIOPIE : SIGNATURE D'UN PRET
DE 80 M EUR DE L'AFD POUR
RENFORCER LE RESEAU
ELECTRIQUE**

Le graphique de la semaine

Afrique : puissance des 10 plus grands barrages hydroélectriques
- en mégawatt (MW) -



La première place de l'Éthiopie en Afrique en termes de capacités hydroélectriques installées est renforcée par l'opérationnalisation du Grand barrage de la renaissance (GERD), inauguré ce 9 septembre (cf. brève Éthiopie). Le GERD représente de loin le barrage le plus puissant en Afrique (5150 MW). Désormais, l'Éthiopie dispose de trois des dix plus puissants barrages hydroélectriques en Afrique et nouveau barrage (barrage de Koysha – 1800 MW) pourrait être opérationnel en 2027. Le Soudan, avec le barrage de Merowe, est le seul autre pays de l'AEIOI présent dans ce Top 10. A noter qu'en 2024, la Tanzanie, l'Ouganda et l'Éthiopie sont les trois pays africains qui ont augmenté le plus fortement leur capacité hydraulique.

REGIONAL

Africa Climate Summit à Addis-Abeba

L'Éthiopie a organisé conjointement avec l'Union Africaine la 2^e édition du sommet africain sur le climat (ACS2) du 08 au 10 septembre, qui a réuni 25 000 personnes. La déclaration d'Addis Abeba a été adoptée à l'issue de ce sommet appelant à un soutien renforcé et durable à la mise en œuvre d'initiatives climatiques africaines (Grande Muraille Verte, Initiative de restauration des paysages forestiers africains). Deux initiatives ont été lancées (*Africa Climate Innovation Compact* et *African Climate Facility*) avec l'objectif de mobiliser 50 Md USD annuellement. Plusieurs institutions financières africaines (dont la BAD) ont signé un accord pour opérationnaliser l'Initiative pour l'industrialisation verte de l'Afrique, par la mobilisation de 100 Md USD. Ces annonces sont d'autant plus cruciales qu'un rapport de l'Oxfam estime les besoins en financement climat des huit pays membres de l'IGAD à 417,9 Md USD d'ici 2030 pour mettre en œuvre les mesures d'atténuation et d'adaptation. L'Éthiopie affiche les besoins les plus importants (252,8 Md USD), suivie par la Somalie (55,5 Md USD) et le Kenya (53,5 Md USD).

BURUNDI

Ézéchiel Nibigira nommé président de la CEEAC

Ézéchiel Nibigira, ancien ministre des Affaires étrangères du Burundi, a été nommé le 7 septembre Président de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) pour un mandat de cinq ans. Ses missions incluront la poursuite des réformes, le rétablissement de la confiance dans la Commission et la gestion des tensions sécuritaires, notamment dans l'est de la République Démocratique du Congo. Cette nomination intervient après le retrait du Rwanda de la CEEAC en juin, invoquant l'influence de la RDC sur l'organisation. La CEEAC vise à promouvoir la paix et la sécurité, à renforcer les infrastructures régionales, à faciliter la circulation des personnes et des marchandises, ainsi qu'à harmoniser les politiques économiques et financières.

Hausse de la pénétration mobile

Selon un rapport de l'Agence de Régulation et de Contrôle des Télécommunications (ARCT), publié en juillet, le taux de pénétration mobile a augmenté au Burundi entre 2021 et 2024 (64,7 %, après 62,2 %). L'accès à internet a également augmenté sur la période, de 22,9 % à 26,0 %. Selon le rapport, le marché des télécommunications est partagé par Viettel Burundi, Econet Leo et Onatel. Près de 35 % des abonnements mobiles sont connectés à des plateformes de services financiers mobiles, dont 20 % sont actifs. Le chiffre d'affaires du secteur était estimé à 47,7 M USD en 2024.

COMORES

Hausse des réserves de change en 2024

Selon la Banque centrale des Comores (BCC), les réserves de change ont atteint 149,8 Md KMF (304,5 M EUR) à la fin décembre 2024, soit une hausse de +8,6 Md KMF (+17,4 M EUR) par rapport à fin décembre 2023. Le FMI estime pour sa part les réserves de change brutes à 341,1 M USD à la fin 2024, contre 321 M USD à la fin 2023 (+ 6,3 %) soit l'équivalent de 7,4 mois d'importations de biens et services, contre 7,3 mois un an auparavant.

DJIBOUTI

Le FMI conclut la consultation de l'article IV

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé, par procédure de non-objection, l'évaluation de l'article IV 2025 pour Djibouti. L'institution salue la croissance robuste du pays (+6,5 % en 2024), portée par la demande éthiopienne, ainsi qu'une inflation modérée (+2,1 %) et un redressement partiel des réserves de change après leur creux de fin 2023 (2,5 mois d'importations en mars 2025). Les autorités ont engagé une consolidation budgétaire significative et visent un excédent budgétaire dès 2025. Malgré un endettement toujours jugé insoutenable, la dissolution du Fonds souverain devrait permettre une meilleure mobilisation des dividendes des entreprises publiques rentables, tandis que des négociations sont en cours avec les créanciers pour restructurer la dette extérieure. Le FMI alerte toutefois sur les tensions persistantes en Éthiopie (Tigré, Amhara) et avec l'Érythrée, susceptibles de peser sur l'activité portuaire et d'accroître les flux

migratoires. Enfin, il souligne l'importance de renforcer la qualité et la disponibilité des données économiques pour guider efficacement les politiques publiques.

ÉTHIOPIE

Inauguration du Grand Barrage de la Renaissance

L'Éthiopie a inauguré, le 9 septembre, le Grand Barrage de la Renaissance (GERD) sur le Nil Bleu. Initié en 2011, le GERD atteindra à terme une capacité installée de 5,15 GW et devrait produire 15,7 TWh d'électricité annuellement. D'un montant de 4,8 Md USD, le projet a été entièrement financé par des fonds domestiques (État éthiopien, contributions des particuliers, entreprises). La construction a mobilisé plusieurs entreprises françaises, dont Tractebel, qui a assuré la supervision des études et travaux, et General Electric France pour la fourniture de 4 des 13 turbines du barrage. Cette inauguration, en présence de certains chefs d'États d'Afrique de l'Est (Kenya, Djibouti) renforce le statut de puissance électrique régionale de l'Éthiopie et devrait, par l'ajout de capacités, soutenir la stratégie d'exportation d'électricité à ses voisins, pourvoyeuse de devises. L'Éthiopie a généré au cours de la FY2024/25, 118 M USD de revenus d'exportation d'électricité vers le Kenya, Djibouti et la Tanzanie notamment. L'Éthiopie espère atteindre 14 GW de capacités électriques installées d'ici 2030.

Signature d'un prêt de 80 M EUR de l'AFD pour renforcer le réseau électrique

En marge du deuxième sommet africain sur le climat (ACS2) organisé à Addis Abeba du 8 au 10 septembre, le ministère éthiopien des Finances, l'Union européenne et l'AFD ont signé l'accord de financement du projet *Renewable Integrated Sustainable Energy and Digitalisation* (RISED). Ce projet, au bénéfice de l'entreprise publique *Ethiopian Electric Power*, doit notamment permettre de moderniser les sous-stations de son réseau électrique, déployer 1590 km de fibre optique, et réhabiliter le parc éolien d'Ashegoda. RISED est co-financé par l'AFD, par un prêt de 80 M EUR, et l'UE via une subvention de 40 M EUR et s'inscrit à cet égard dans la stratégie européenne de Global Gateway. Des co-financements européens complémentaires sont à l'étude.

KENYA

Lancement envisagé une conversion de dette (debt swap) alimentaire de 1 Md USD

Le Kenya envisage de lancer, en mars 2026, une conversion de dette (*debt swap*) alimentaire d'une valeur d'1 Md USD avec le Programme alimentaire mondial (PAM). Les ressources libérées pourraient être affectées à des projets agricoles, des réseaux d'irrigation, des infrastructures de stockage alimentaire et des programmes de nutrition, contribuant ainsi à réduire l'insécurité alimentaire. Une opération de conversion de dette améliore le profil d'endettement d'un pays et génère des économies budgétaires, généralement orientées vers des secteurs prioritaires. Toutefois, ces mécanismes demeurent complexes et onéreux, impliquant des frais financiers initiaux et reposant largement sur des subventions des bailleurs sous forme d'aide, de financements concessionnels ou de garanties/améliorations de crédit, ce qui en limite souvent l'ampleur. En 2024, le Kenya a conclu avec l'Allemagne un échange dette-climat de 60 M EUR, exigeant que les fonds soient investis dans le projet géothermique de Bogoria-Silale (300 MW). Le gouvernement étudie également un échange dette-médicaments avec le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. La participation des donateurs du PAM, également créanciers du Kenya, reste incertaine.

Airtel Kenya lance la construction d'un centre de données durable de 44 MW

Le 9 septembre, Airtel Kenya, en collaboration avec sa filiale spécialisée dans les centres de données, Nxtra by Airtel Africa, a officiellement inauguré la construction d'un centre de données durable de 44 MW dans la zone économique spéciale (ZES) de Tatu City. Une fois achevée, l'installation Nxtra sera le plus grand centre de données d'Afrique de l'Est, offrant une capacité informatique de 44 MW, déployée en plusieurs phases. Le centre bénéficiera de l'engagement de Tatu City à produire 95% d'énergie renouvelable, dont un tiers issu de sources solaires.

Le PMI se redresse légèrement en août

L'indice des directeurs d'achat (PMI – Purchasing Managers Index), publié par Stanbic Bank, est un indicateur avancé de l'activité économique. Allant de 0 à 100, l'indice indique une expansion de

BREVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

l'activité lorsqu'il se situe au-dessus de 50 et une récession lorsqu'il se situe en deçà. En août, l'indice PMI a fortement progressé (49,4, après 46,8 en juillet), bien que celui reste sous le seuil d'expansion. Selon l'enquête, les conditions du secteur privé se sont quasi-redressées. Les entreprises ont accru leurs achats d'intrants en réponse à des perspectives de demande plus favorables. L'emploi a progressé à un rythme le plus soutenu depuis quinze mois, facilitant une réduction des arriérés de commandes. Bien que les coûts des intrants aient fortement augmenté, l'inflation a diminué pour la première fois en cinq mois. Malgré des pressions salariales à la hausse, les prix à la production n'ont progressé que modérément. Le sentiment des entreprises s'est renforcé, traduisant une confiance accrue dans la génération de revenus grâce à des initiatives stratégiques de marketing et de diversification.

MADAGASCAR

Acquisition de 100 % du projet de terres rares d'Ampasindava par une entreprise australienne

Le 28 août, l'Australien Harena Resources Plcs (ex-Citius Resources Plc, cotée au London Stock Exchange) a annoncé l'acquisition de 25 % de parts restantes du projet d'oxydes de terres rares (TREO) d'Ampasindava (nord-ouest de Madagascar), ce qui porte à 100% sa participation dans ce projet évalué à 143 M USD. La société effectue actuellement l'étude de faisabilité qui est attendue au troisième trimestre 2025, l'étude définitive étant prévue début 2026. Le projet vise la production de 5 000 tonnes de TREO par an à partir du 2nd semestre 2028. Ses réserves de TREO – notamment le neodymium (Nd), le praseodymium (Pr), le dysprosium (Dy), et le terbium (Tb), composants importants dans les secteurs énergies renouvelables, défense et intelligence artificielle – sont évaluées à 606 000 tonnes.

OUGANDA

Stabilisation de l'inflation en août

L'inflation se stabilise en août par rapport à juillet, à +3,8 %. L'inflation sous-jacente, elle-aussi stable, s'élève à +4,1 %. Si les prix des services accélèrent (+5,1 % après +4,6 % en juillet), les prix des produits alimentaires ralentissent (+3,7 % après +4,4 % en

juillet). Les prix de l'énergie et des combustibles repartent toutefois à la hausse (+1,1 % après 0,0 %), portés par le charbon de bois malgré la poursuite du repli des carburants. En variation mensuelle, l'inflation affiche de nouveau une hausse (+0,2 % après -0,1 %), reflétant la progression des denrées vivrières et la hausse des tarifs des services

RWANDA

La Coopérative U et le groupe Duval ouvriront 10 magasins en 5 ans

Le groupe Duval, à l'origine du futur Inzovu Mall de Kigali, a annoncé un partenariat avec Coopérative U, exploitant des enseignes Hyper U, Super U et U Express. Le 9 septembre, les deux groupes ont dévoilé un plan d'expansion prévoyant l'ouverture d'au moins dix magasins au Rwanda sur les cinq prochaines années. Le premier point de vente, un U Express, ouvrira début 2026 à Inzovu Mall, complexe mixte de 27 000 m² situé sur l'ancien site du ministère de la Justice à Kimihurura, en face du Parlement. Développé par Duval Great Lakes, Inzovu Mall ambitionne de devenir le plus grand centre commercial de Kigali, avec un pôle retail, un hôtel Odalys quatre étoiles, un centre d'affaires et des bureaux. Les deux partenaires comptent recruter et former des talents locaux, créant plus de 500 emplois directs et renforçant les chaînes de valeur agricoles grâce à des partenariats avec les fournisseurs locaux. Cette implantation marque le 11^e marché africain de Coopérative U, déjà présente en Afrique de l'Ouest et centrale, à Maurice, au Maroc et à Madagascar

SOUDAN

Embargo émirien sur le pétrole soudanais

Le 5 septembre, le ministère émirien de l'Énergie et des Infrastructures a rétabli une interdiction sur les mouvements de fret à destination ou en provenance de Port-Soudan. Le ministère avait initialement imposé cette interdiction le 7 août, puis l'avait assouplie le 3 septembre en exemptant le port de Jebel Ali, avant de généraliser à nouveau à l'ensemble des ports émiriens le 4 septembre. Cette décision pourrait affecter les producteurs émiriens de VLSFO (very low sulfur fuel oil), dont le Soudan du Sud constitue un fournisseur important de brut via

Le Soudan, en raison de la faible teneur en soufre de ce pétrole. Par ailleurs, les autorités émiriennes ont interdit en août dernier aux compagnies aériennes soudanaises d'atterrir dans les aéroports des EAU.

SOUDAN DU SUD

10,0 M USD par la Banque mondiale pour le renforcement de l'accès à l'eau

Le Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) mettra en œuvre un projet de 10 M USD visant à renforcer la résilience du Soudan du Sud face aux inondations et à améliorer l'accès à l'eau potable. Signé avec le ministère des Ressources en eau et de l'Irrigation, ce projet sera financé par la Banque mondiale dans le cadre d'un programme régional de résilience climatique pour l'Afrique de l'Est et australe. D'une durée d'un an, il prévoit plusieurs interventions dans différents États (Upper Nile, Jongli, Eastern Equatoria, Lakes), notamment l'entretien de digues et de canalisations, ainsi que la réhabilitation de pompes manuelles et de huit points d'eau.

SEYCHELLES

Relèvement de la note souveraine par Fitch

L'agence de notation Fitch a décidé, le 5 septembre, de relever la note des Seychelles à BB avec perspective stable (contre précédemment BB-, avec perspective positive). Fitch note un excédent budgétaire de +0,8 % du PIB au 1^{er} semestre 2025 (contre - 0,7 % du PIB sur la même période en 2024), et prévoit une baisse de -2,6 pts de la dette publique en 2025 (à 57,5 % du PIB). La croissance des Seychelles devrait par ailleurs augmenter en 2025 (+5,8 % en 2025, après 3,5 % en 2024), principalement tirée par une hausse attendue de +8,0 % des arrivées touristiques d'ici la fin de l'année.